

Arrêté n° : SL/ST/2026/ 80

Occupation du domaine public,
Rue barrée,

Du lundi 02 Mars 2026,
Au mercredi 04 Mars 2026,

ARRÊTÉ

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Pénal,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU la décision 199 du 27 Mai 2026 portant révision sur les tarifs communaux à partir du 1^{er} Juillet 2026,

CONSIDERANT qu'en raison de travaux de couverture, par l'entreprise **LELU**, il est nécessaire d'autoriser l'occupation du domaine public et de barrer la rue, au droit de la Rue Saint-Péravi.

ARRÊTONS

Article 1 : L'autorisation d'occuper le domaine public est donnée à l'entreprise **LELU**, au droit de la Rue Saint-Péravi, du lundi 02 Mars 2026 au mercredi 04 Mars 2026.

Article 2 : L'entreprise **LELU** est autorisée à barrer la rue Saint-Péravi, entre la rue du Châtel et l'entrée du Parking Saint-Péravi, du lundi 02 Mars 2026 au mercredi 04 Mars 2026.

Article 3 : Il est rappelé que les tarifs communaux applicables pour l'utilisation du domaine public sont de 0.90€/m²/jour jusqu'au 90ème jour, de 0.70€/m²/jour jusqu'au 180ème jour, puis de 0.90€/m²/jour au-delà.

Article 4 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi. Les véhicules en infraction pourront être placés en fourrière par les agents de la Force Publique, aux frais des propriétaires et à leurs risques exclusivement.

Article 5 : Toute la sécurité sera mise en place par l'entreprise effectuant les travaux, pour la protection des passants et des usagers de la route.

Article 6 : Les barrières de rue barrée seront mises en place par l'entreprise.

Article 7 : Tous les agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : L'Intéressé dispose d'un délai de deux mois, à compter de la présente notification, pour saisir le Tribunal Administratif - 14 Rue Lemerchier 80000 AMIENS. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Article 9 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Chef de Service du Poste de Police Municipale
 - Monsieur le Lieutenant, commandant le Centre de Secours Principal de Senlis
 - Monsieur le Major, commandant la Brigade de Gendarmerie de Senlis
- et affichée aux lieux et places habituels.

Fait à Senlis, le

16 FEV. 2026



Le Maire,
Pour le Maire,
Et par Délégation
Daniel GUEDRAS
4^{ème} Adjoint au Maire